

Développement durable et choix démocratique

Une reconversion de nos économies et de nos modes de vie est technologiquement possible. Le plus difficile, c'est de rassembler les conditions politiques indispensables.

L'histoire du capitalisme a longtemps pu être résumée à la tension entre trois forces. La première, c'était la dynamique d'accumulation privée de richesse portée par le capital ; la deuxième, l'aspiration des salariés à obtenir une juste rémunération de leur travail et une plus grande sécurité face aux risques de l'existence ; la troisième, le souci des Etats de mettre les ressources produites par le système au service de leurs propres objectifs. Ce jeu à trois est désormais troublé par une quatrième donnée : le caractère fini des ressources de la planète.

Démocratie, capitalisme et accumulation

Depuis que le capitalisme est apparu et s'est traduit par un développement technique et matériel d'une rapidité sans précédent dans l'histoire de l'humanité, les formes du compromis entre capital, travail et Etat ont été très diverses : l'Etat peut se révéler prédateur et casser les mécanismes permettant l'accumulation, comme on le voit dans bien des pays en développement ; il peut aussi, avec la complicité du capital, mettre la capacité d'innovation du capitalisme au service d'une politique de puissance dévastatrice, comme l'histoire du siècle dernier nous l'a montré tragiquement ; il peut enfin déboucher sur un équilibre plus satisfaisant, quand l'action de l'Etat démocratique, associée au mouvement social librement organisé, contraint le capital à accorder des salaires plus élevés et des garanties sociales. Etabli au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les pays riches, ce compromis dit « fordiste » a permis d'éviter que la dynamique inégalitaire du capitalisme ne détruise la société. Cet équilibre est aujourd'hui menacé par la mondialisation et la montée du néolibéralisme qui l'accompagne. Il reste néanmoins, même sous une forme dégradée, au cœur de notre modèle social et politique.

La critique marxiste du capitalisme prévoyait sa disparition du fait du frein à l'accumulation que devait provoquer sa logique inégalitaire. Mais c'est finalement le socialisme réel qui est mort, sous le poids de la bureaucratie et de l'absence de liberté laissée aux agents économiques. Au contraire, le mariage du capital et de la démocratie politique a favorisé l'innovation et, grâce à la politique économique, une croissance continue de la production de richesses.

C'est ainsi que le capitalisme, en dépit de toutes ses tares, s'est progressivement imposé comme le moins mauvais des systèmes et a pu récupérer à son profit la promesse prométhéenne du socialisme : l'idée que le progrès continu des techniques et de l'accumulation allait conduire sinon à l'abondance, tout au moins à une situation meilleure demain qu'aujourd'hui. Une espérance dont on a longtemps attendu qu'elle donne un sens à notre existence individuelle et collective, dans un monde désormais sans dieu.

Une prise de conscience sans effets

C'est à l'apogée de cette évolution heureuse du capitalisme – au début des années 70 – que l'humanité a commencé à prendre conscience de la menace que la contrainte environnementale faisait peser sur elle (1). Explosion démographique au Sud, destruction croissante de ressources non ou très lentement renouvelables : l'humanité a progressivement compris qu'elle ne pouvait puiser dans les ressources « gratuites » que la Terre mettait à sa disposition sans risquer de mettre en cause la survie des générations futures.

Et pourtant, bien que trente ans aient passé et que les menaces se soient précisées – notamment sous la forme du réchauffement climatique –, la conviction collective dominante demeure que la croissance économique est un progrès pour autant qu'elle est partagée par tous. Les riches y voient plus que jamais le moyen de devenir encore plus riches ; quant aux pauvres, ils en attendent le maintien de leur emploi et la perspective de rattraper progressivement le niveau de vie des plus aisés. Quant au rêve d'une meilleure maîtrise par l'homme de son environnement et de son destin grâce au progrès tous azimuts des techniques, il demeure très prégnant. Notre société parle de « développement durable », mais agit en sens inverse : il suffit pour s'en convaincre de prendre la mesure du battage médiatique qui a accompagné la présentation de l'Airbus A380, peu de temps après le renoncement des grands Etats à taxer le kérosène utilisé par le transport aérien. La croissance demeure éminemment désirable, comme l'illustre encore le sommaire de ce hors-série...

Au niveau international, le problème se pose avec une acuité encore plus forte. Le rattrapage économique entamé par les pays les plus peuplés de la planète – Chine et Inde – constitue un progrès du point de vue de la réduction des inégalités mondiales, mais il nous rapproche, à une vitesse que nous ne soupçonnions pas il y a encore dix ans, du moment où nous serons contraints de gérer d'une manière ou d'une autre les conséquences de cette impossibilité écologique qu'est l'accession de toute l'humanité au genre de vie des habitants des Etats-Unis.

Un défi plus politique que technique

Face à cette situation, que faire ? Un nombre croissant d'experts s'accorde à considérer qu'il est plus que temps d'organiser, dans les pays dits les plus riches, c'est-à-dire ceux qui dilapident le plus allègrement les ressources rares, une réorganisation radicale des modes de consommation et, plus généralement, de nos modes de vie. Et donner ainsi en quelque sorte le « bon exemple » au reste de l'humanité.

La question est moins technique que politique. Pourquoi, alors que « la maison brûle », selon la formule de Jacques Chirac à Johannesburg en 2002, continuons-nous à bavarder tranquillement sans appeler les pompiers ? La raison tient largement au consensus social persistant autour du modèle productiviste : le monde du salariat demeure légitimement soucieux de son emploi, condition de sa survie immédiate, avant de penser aux conditions écologiques de survie de sa descendance... Cette alliance contre toute logique entre les forces du capital et celles du travail est validée par les Etats, dont la puissance demeure indexée sur le dynamisme de leur économie.

Le niveau politique est donc central. En effet, la dynamique du capitalisme, correctement encadrée, peut se reconvertir dans une production devenue toujours plus dématérialisée (et c'est d'ailleurs là une des raisons de la pression néolibérale en faveur d'une libéralisation des services). Certes, certains lobbys sectoriels luttent contre toute réorientation de notre système technique, comme l'illustre malheureusement la dépendance de la présidence américaine à l'égard du secteur pétrolier. Mais, techniquement, le marché, comme instrument de régulation, peut intégrer en partie les effets externes, par un mix astucieux de mesures propres à influencer les marchés : taxes, organisations de marchés de permis de polluer pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, par exemple, normes interdisant l'usage de certains polluants ou obligeant au recyclage des déchets industriels et ménagers.

Il faut donc surtout obtenir des politiques qu'ils agissent. Or, si ceux-ci parlent toujours plus de développement durable, ils se gardent bien de traduire leurs paroles en actes. L'exemple du président de la République Jacques Chirac, en ce domaine, pour être parfois caricatural, n'est malheureusement que trop représentatif du comportement de ses pairs. Les raisons en sont simples : si les menaces qui pèsent sur l'humanité sont terrifiantes, le moment où elles vont se manifester reste toujours très au-delà de la

prochaine élection. La tentation est donc forte, pour les dirigeants politiques, de se contenter de montrer qu'ils sont conscients des enjeux – pour plaire à la fraction de l'opinion concernée –, tout en continuant à gérer l'économie sur un mode « business as usual », de manière à ne bousculer aucun groupe d'intérêt constitué. Championne en paroles du développement durable, la France se montre ainsi bien peu allante dès qu'il s'agit d'appliquer les quotas de pêche ou de mettre en œuvre concrètement les mesures de protection des sols imposées par la nouvelle politique agricole commune. En fait, nos dirigeants ne sont conduits à agir que sous la pression de l'opinion, du mouvement social. L'enjeu majeur consiste donc à réunir autour des défis environnementaux la masse de la population et non plus seulement une fraction des classes moyennes aisées, qui vivent suffisamment bien pour s'interroger sur les limites et les finalités de leur mode de vie. Tant que la masse des salariés demeurera victime de l'aliénation de la société de consommation et du salariat, nous ne mettrons en œuvre le changement que sous la contrainte, et donc, sans doute, trop tard pour qu'il soit appliqué de manière démocratique et pacifique, dans nos pays comme à l'échelle mondiale. D'où la nécessité de proposer un programme qui prenne en compte les défis environnementaux sans apparaître aux yeux du plus grand nombre comme une régression en termes de mode de vie. Une telle réorganisation est d'ailleurs parfaitement possible, bien que les sociétés complexes comme les nôtres semblent dotées d'une fantastique inertie. Certes, il est bien difficile d'imposer aux transporteurs routiers une hausse même modérée du prix du gazole, et l'urbanisme horizontal qui caractérise nos villes modernes rend structurellement leurs habitants dépendants de la voiture pour aller travailler ou faire leurs courses. Mais, dans le même temps, parce que nos sociétés sont hautement productives et qu'une très grande partie de notre consommation est composée de biens non indispensables, il serait technologiquement possible de reconvertir rapidement et de manière spectaculaire nos économies et nos modes de consommation si la volonté politique était au rendez-vous. A condition cependant que cette reconversion soit gérée sur un mode égalitaire et démocratique, rendant ainsi plus aisée leur acceptation par le plus grand nombre. Les sociétés humaines, confrontées à des exigences fortes de changement, peuvent faire preuve d'une étonnante plasticité. C'est ce que souligne en particulier un auteur comme Lester Brown, quand il rappelle le précédent de la formidable mobilisation américaine au cours de la Seconde Guerre mondiale : la réorganisation radicale de l'économie qu'elle avait impliquée avait eu lieu en un temps record, sans que pour autant les Etats-Unis n'aient dû renoncer à leur ordre démocratique (2).

par Philippe Frémeaux

(1) Le rapport du Club de Rome sur « les limites de la croissance » paraît en 1972, un an avant le premier choc pétrolier.

(2) Voir « Mobilisation générale », par Lester Brown, dans « Le développement durable », Alternatives Economiques, hors-série n° 63.

Source : http://www.alternatives-economiques.fr/site/HS64_developpement_durable.html